

## 91% des lycéennes et lycéens d'Île-de-France se sentent concerné·es par le sexisme et les violences sexistes et sexuelles

Un sondage Opinionway réalisé pour le Centre Hubertine Auclert révèle que la très grande majorité des lycéens et lycéennes en Île-de-France sont conscient·es des violences sexistes et sexuelles et du sexisme. Ces violences les concernent majoritairement, d'autant que le cyberharcèlement a explosé depuis le confinement. 92% des élèves, en majorité des filles, indiquent être confronté·es au sexisme, aux violences ou aux inégalités de genre dans leur quotidien.

Ce sondage Opinionway pour le Centre Hubertine Auclert, centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes et organisme associé de la région Île-de-France, intervient dans un contexte où la prévalence des violences sexuelles envers les mineur·es est publiquement dénoncée, qu'elle soit intrafamiliale ou entre pairs, sur internet ou hors ligne. La prévention de ces violences par les établissements scolaires et les collectivités est donc indispensable. Les filles sont particulièrement touchées par les violences : 93% des filles et 75% des garçons déclarent qu'il existe du sexisme dans leur quotidien, 74% des filles des violences sexistes et sexuelles contre 56% pour les garçons.

« On voit grâce à ce sondage que nos jeunes, en particulier les lycéennes, sont extrêmement confrontées aux violences sexistes et sexuelles, notamment le harcèlement dans l'espace public et sur internet. Il est urgent de les soutenir et d'intégrer une véritable culture de l'égalité dans l'éducation dès le plus jeune âge. En ce sens nous accompagnons d'ailleurs les établissements scolaires et les collectivités », indique Marie-Pierre Badré, présidente du Centre Hubertine Auclert et déléguée spéciale à l'égalité femmes-hommes du Conseil Régional d'Île-de-France.

### 74% des lycéen·nes d'Île-de-France attendent des actions supplémentaires de leurs lycées contre les violences sexistes et sexuelles

Si les adolescent·es francilien·nes sont en très grande majorité conscient·es des enjeux liés au sexisme et aux inégalités, c'est notamment grâce à une sensibilisation sur les réseaux sociaux pour 72% d'entre elles et eux. Seul·es 54% des élèves entendent parler régulièrement des inégalités et des violences sexistes et sexuelles en milieu scolaire. Et les trois quarts des élèves estiment que les actions mises en place par leurs établissements restent insuffisantes. **Pour 59% d'entre elles et eux, la lutte contre le harcèlement et les cyberviolences est l'action prioritaire à mettre en place ou à renforcer.** Les filles sont systématiquement mieux informées sur les sujets des inégalités de genre, du sexisme et des violences, notamment parce qu'elles en sont les principales victimes. Chez les garçons cependant, 25% ne savent pas très bien, ou très mal ce que la notion de sexisme recouvre.

« Les attentes sont fortes, et pour y répondre, le Centre Hubertine Auclert accompagne chaque année les professionnel·les des établissements scolaires et des services jeunesse des collectivités franciliennes dans la mise en place de dispositifs de lutte contre les inégalités de genre, contre les violences sexistes et sexuelles et contre les cyberviolences », précise Marie-Pierre Badré.

Retrouvez plus de détails dans la synthèse de l'étude

CONTACT PRESSE : Lillian Legendre – [lillian.legendre@hubertine.fr](mailto:lillian.legendre@hubertine.fr) – 06 66 21 98 52



COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
Saint-Ouen, le 01/03/2021

*Le Centre Hubertine Auclert, centre francilien de ressources pour l'égalité femmes-hommes, est un organisme associé du Conseil Régional d'Île-de-France. Il promeut l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes à travers l'Observatoire régional des violences faites aux femmes. Il apporte de l'expertise et des ressources sur ces thèmes aux actrices et acteurs qui œuvrent sur le territoire francilien (collectivités, associations, syndicats, établissements scolaires), notamment à travers la formation en tant qu'organisme en convention avec le ministère de l'Éducation nationale.*